

SOCIAL ■ La CGT finances publiques dénonce un manque de considération

Le mal-être ferait recette aux Impôts

Suppression d'emplois, gel du point d'indice, taille dans les budgets de fonctionnement, dégradation des conditions de travail, manque d'effectifs, de considération... Selon la CGT, la situation au sein de la direction générale des finances publiques ne cesse de se dégrader.

Depuis 2000, en Creuse, la DGFIP a perdu 30 % de ses effectifs - elle comptera 267 agents en septembre prochain - tandis que huit des 28 trésoreries ont fermé, « au détriment des collectivités et des acteurs du monde économique ».



RÉUNION. La section CGT Finances publiques revendique une quarantaine d'adhérents en Creuse. MICHÈLE DELPY

Dégradation des conditions de travail

Parallèlement, alors les charges de travail n'ont cessé d'augmenter avec, « signe d'une paupérisation grandissante », une hausse du nombre des recours gracieux (près de 300 de plus entre 2011 et 2012) et des délais de paiement demandé par des contribuables « de plus en plus agressifs ». Quand les agents n'essuient pas leurs sarcasmes à propos de l'affaire Cahuzac... « Depuis quelques

mois, nous constatons une multiplication des situations de conflit et de souffrance au travail par certaines méthodes de management », ajoute le syndicat.

La CGT Finances, qui revendique 40 adhérents et a obtenu 48,5 % des voix lors des dernières professionnelles, redoute également une énième réorganisation des services au travers d'une nouvelle « démarche stratégique » lancée par la direction.

Une démarche à laquelle la CGT et les autres syndicats n'ont pas souhaité s'associer, estimant qu'il ne s'agissait « que d'un projet visant à normaliser les suppressions d'emplois et les réductions de budget de fonctionnement », expliquent les co-secrétaires de la section, Cyril Derret et Philippe Madec. « Avec la modernisation de l'action publique, nouvelle version de la RGPP, on poursuit sur la même ligne que l'ancien gouvernement. »

Dans ce contexte, la CGT et sept autres organisations syndicales viennent de lancer « un manifeste de l'agent des finances publiques » visant à lutter contre la déconsidération dont souffrent les agents de DGFIP en rappelant « l'absolue nécessité d'en renforcer les moyens humains, matériels et juridiques ». Avant d'envisager, le cas échéant, d'autres formes d'action plus spectaculaires...

Philippe Bonin
philippe.bonin@centrefrance.com

La Montagne 9-4-2013

Creuse